

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.2/L.45
6 février 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. JULIUS K. NYERERE
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

CONSEIL LEGISLATIF DU TANGANYIKA
Boîte Postale 551,
Dar es-Salam,

Le 16 décembre 1957

Son Excellence le Gouverneur du Tanganyika,
Sir Edward Twining, G.C.M.G.,
Government House,
Dar es-Salam

Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous remettre ma démission du poste de représentant de Dar es-Salam au Conseil législatif. Lorsque le gouvernement m'a offert de siéger au Conseil législatif en qualité de membre désigné, j'ai cru que cette initiative reflétait un changement d'attitude de sa part; j'ai accepté dans l'espoir que ce changement d'attitude nouvelle se traduirait par un esprit de conciliation. Au cours des quatre derniers mois, je me suis prêté à un certain nombre de compromis pour montrer au gouvernement ce que j'entendais par esprit de conciliation dans l'instauration d'un régime démocratique.

2. Premièrement, c'était une concession de ma part que d'accepter un siège de membre désigné du Conseil, car je suis opposé au maintien du système de la désignation. Deuxièmement, malgré mon opposition au système d'élections fondé sur la représentation paritaire des trois principaux groupes ethniques et que

préconisait le gouvernement, j'ai proposé, tout d'abord dans la presse, puis dans le mémoire que nous avons adressé au Secrétaire d'Etat aux colonies, que la moitié des représentants non fonctionnaires soient élus selon le principe préconisé par le gouvernement et l'autre moitié au scrutin uninominal. Je m'efforçai de faire la moitié du chemin dans la voie des concessions.

3. Troisièmement, j'ai proposé que, faute de pouvoir réformer la Constitution à l'heure actuelle, le gouvernement norme tout au moins, dès maintenant, un comité constitutionnel chargé de l'étudier et de formuler des recommandations sur la Constitution et le mode de suffrage. Dans ces conditions, la Constitution actuelle serait restée en vigueur. Il est évident qu'un certain temps se serait écoulé avant que le comité ait pu publier son rapport et que le gouvernement ait pu, de son côté, l'étudier et présenter ses observations. La Constitution actuelle aurait donc été maintenue beaucoup plus longtemps que mon organisation ne l'aurait accepté à l'origine.

4. Quatrièmement, j'ai présenté au Conseil législatif une motion demandant la suppression du vote obligatoire pour trois candidats (ce qui était bien peu demander) et l'organisation d'élections dans tout le Territoire dès l'année prochaine. Je m'étais à dessein abstenu de mentionner la question de la représentation paritaire. C'était là une concession qui venait s'ajouter à ma deuxième concession; en fait, c'était là plutôt une renonciation totale. Si j'acceptais des élections sur la base de la représentation tripartite instituée par le gouvernement, ce n'était plus pour la moitié des membres non fonctionnaires, mais pour l'ensemble - c'est-à-dire dans TOUTES les circonscriptions.

5. Cinquièmement, au cours du débat sur ma motion, un amendement a été déposé qui laissait de côté la deuxième partie de ma proposition. La motion ainsi modifiée se bornait à demander la suppression du vote obligatoire pour trois candidats. J'ai accepté à dessein cet amendement. Le gouvernement avait alors l'occasion d'obtenir la confiance de la population en supprimant cette cause d'irritation qu'il s'était proposé de supprimer il y avait quelques mois à peine, comme nul ne l'ignorait. Le fait qu'il se soit prononcé contre la motion amendée est un exemple typique de son attitude d'opposition systématique qu'il pousse jusqu'à ses conséquences logiques les plus absurdes.

6. Sixièmement, si la motion amendée avait été adoptée, le Conseil législatif aurait, après septembre 1958, compté quinze membres élus et, aucune élection n'étant prévue pour l'année prochaine dans ma circonscription, j'aurais probablement siégé au Conseil en qualité de membre désigné et aux côtés de seize autres. N'était-ce pas là la plus grande des concessions de ma part?

7. Septièmement, j'étais opposé au projet modifiant l'ordonnance relative à l'administration locale, et cela pour des motifs très sérieux. Lorsqu'une motion demandant l'examen du projet en troisième lecture a été présentée, j'aurais pu proposer un amendement pour m'y opposer. Mais cela n'aurait pas donné au gouvernement la possibilité de faire un geste de bonne volonté. A dessein, j'ai présenté un amendement proposant que le projet soit examiné six mois plus tard en troisième lecture. C'était là une nouvelle occasion pour le gouvernement d'acquérir la confiance de la population et de ses chefs. Il savait que les chefs étaient opposés au projet. Des chefs représentant le pays tout entier doivent se réunir à Mzumbé d'ici quelques semaines, comme je l'ai rappelé au gouvernement. M. Bayldon a proposé, et je lui en suis très reconnaissant, un amendement modifiant l'amendement que j'avais présenté et par lequel il proposait d'examiner le projet en troisième lecture à la séance du Conseil qui suivrait la réunion de février, ce que j'ai accepté. Le gouvernement avait là une occasion unique de prouver sa bonne volonté à la population et à ses chefs, par un geste qui n'aurait pas nécessairement signifié que le projet ne serait jamais adopté, mais qui aurait montré que le gouvernement est disposé à attendre afin d'apaiser les craintes de la population.

8. Huitièmement, au cas où cet amendement aurait été adopté, il était plus que probable que le projet serait approuvé ultérieurement, bien qu'il vise à établir des organes de gouvernement local laissant de côté nos chefs traditionnels, qui apportent pourtant, à l'échelon local, un élément de stabilité que nous ne saurions assurer à l'échelon central. C'était là accepter un risque considérable.

En outre, l'un des buts du gouvernement est de donner aux conseils locaux qu'il se propose de créer une composition multiraciale. Il avait reconnu lui-même que 36 des 56 conseils de district des autorités indigènes avaient spontanément sollicité la participation de membres non africains. J'ai fait remarquer au gouvernement qu'il était souhaitable que cette évolution se poursuive, que c'était

là l'exemple d'une démocratisation délibérée de ces conseils qui sont l'émanation de l'autorité traditionnelle. Deux objectifs auraient été atteints sans susciter de mécontentement. Les conseils auraient été modernisés et démocratisés, en continuant à avoir la tradition pour fondement et pour symbole; ils auraient volontairement fait appel aux non-Africains et le gouvernement leur aurait reconnu des pouvoirs plus étendus. Et c'était moi, le prétendu agitateur et raciste, qui suggérait au gouvernement les moyens d'atteindre ces objectifs sans susciter le mécontentement de la population et de ses chefs.

Je tiens à protester contre le fait que l'on ait provoqué inconsidérément et sans nécessité l'irritation de la population et de ses chefs. Cet état de choses les amènera naturellement à voir avec méfiance les non-Africains siéger dans leurs conseils et retardera en outre une évolution des relations raciales qui se dessinait déjà sur l'impulsion de la population et de ses chefs; il en résultera des difficultés d'ordre racial que nous devons nous efforcer de résoudre lorsque le Tanganyika ne sera plus sous la domination britannique.

9. Monsieur le Gouverneur, sans nécessité aucune, il est créé, au nom des non-Africains, des motifs d'irritation dans lesquels ces derniers ne sont pour rien et qui ne peuvent que porter préjudice, à la longue, à leurs intérêts bien compris. Il se peut que l'on crée ces motifs raciaux d'irritation à la fois artificiels et inutiles en vue de retarder l'instauration d'un gouvernement autonome et démocratique et que l'on y réussisse. Mais j'espère que cette attitude n'aura pas d'autres conséquences. J'espère sincèrement que l'on n'arrivera JAMAIS à provoquer dans notre pays un déferlement de sentiments intolérables d'hostilité raciale.

10. Votre administration, Monsieur le Gouverneur, a continuellement et pour les motifs les moins convaincants, repoussé toutes les propositions que j'ai faites au Conseil législatif. La plupart d'entre elles représentaient des concessions par rapport aux propositions primitives de l'organisation que je représente. Même si je pensais que mon rôle au Conseil législatif était de toujours céder sans rien recevoir en retour, je n'en remettrais pas moins ma démission; j'ai offert tout ce qu'il était en mon pouvoir d'offrir et mes offres ont été repoussées. Lorsque je suis venu siéger au Conseil, j'espérais y trouver un certain esprit de conciliation. Or cet esprit ne s'y manifeste pas. J'aurais le sentiment de

/...

tromper la population et de tromper mon organisation si je continuais à siéger au Conseil, à toucher des indemnités et à assister à des réceptions en qualité de représentant et donnais l'impression que je rends encore quelques services au sein du Conseil, alors que je sais en réalité que je ne suis d'aucune utilité. Je n'ai donc pas d'autre choix que de vous prier d'accepter ma démission et de demander qu'elle prenne effet du vendredi 13 décembre 1957, date à laquelle le gouvernement a rejeté ma dernière proposition faite à titre de compromis.

Veillez agréer, etc.

Signé : Julius K. NYERERE

Copies : Au Secrétaire d'Etat aux colonies, Colonial Office, Great Smith Street, Londres, S.W.1.

Au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à New-York.
